

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Sombre-nuit-pour-Petroecuador-en-Equateur>

Sombre nuit pour Petroecuador en Equateur

- Les Cousins - Équateur -

Date de mise en ligne : mardi 9 septembre 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Un dirigeant syndical témoigne depuis la clandestinité

Par Gerard Coffey,
[Quincenario Tintaji](#)
[Texto en español](#)

Il y a peu, Diego Cano était encore le représentant des travailleurs du secteur pétrolier au Directoire de Petroecuador, la plus haute instance de la société pétrolière. Il avait été élu à ce poste par ses camarades au début du régime du président Lucio Gutiérrez, « avec beaucoup d'espoirs, fondés sur l'histoire, l'amitié et même un accord avec Gutiérrez lui-même ».

Mais rapidement, les choses ont changé. Il semble maintenant que les actions de EMELEC (grand club de football équatorien) valent plus que celles de Petroecuador et que les accords électoraux que Gutiérrez a signés avec les mouvements sociaux. Destitué, Cano vit dans la clandestinité, accusé comme dix autres dirigeants syndicaux d'avoir saboté un oléoduc. Sa famille et ses enfants ont été menacés ; sa vie a été interrompue par ce qu'il qualifie de persécution.

La fable du sabotage

Interviewé par TINTAJI, Cano parle entre autres de la réalité pétrolière en Équateur, des accusations contre les syndicats du secteur pétrolier et de l'histoire du conflit entre les travailleurs et le ministre de l'Énergie, Carlos Arboleda. « Je ne peux croire que des dirigeants et même des travailleurs aient fait quelque chose de pareil », affirme Cano à propos du sabotage. « Toutes les actions des travailleurs ont été d'ordre technique. Ils n'ont endommagé ni l'infrastructure ni les installations », ajoute-t-il. « Ce n'est pas la première fois que cela arrive. À l'époque du soulèvement contre l'ex-président Jamil Mahuad, les travailleurs avaient soutenu les indigènes et les militaires rebelles, dont Lucio Gutiérrez. À cette occasion, il n'y avait pas eu de dommages matériels. » D'un autre côté, explique-t-il, le soi-disant sabotage fut l'occasion rêvée pour le ministre Arboleda de décapiter le mouvement syndical ; une chose qu'il cherchait à faire depuis un bout de temps du fait des désaccords profonds qu'il avait avec les travailleurs. Il y a aussi ceux qui disent que le soi-disant sabotage aurait été un montage pour faire porter le chapeau aux travailleurs.

Le conflit entre le ministre et les travailleurs est né suite à des divergences d'opinion sur le futur cap de l'entreprise. « Cela s'est fait sentir dès la deuxième réunion du Directoire, lorsque des coupes dans le budget de l'entreprise ont été discutées. Le budget fut ainsi réduit de 360 millions de dollars sous la pression de plusieurs instances : le Congrès, le Fonds monétaire international (FMI) et le ministère de l'Économie », argumente Cano. « Je craignais à l'époque que ces coupes budgétaires visaient à mettre l'entreprise en difficulté, pour ainsi justifier sa privatisation ». Et pour cause, la décapitalisation des entreprises publiques est une des plus anciennes tactiques des partisans de la privatisation. L'idée est de les faire apparaître inefficaces, peu rentables et, partant, privatisables.

De fait, la situation de Petroecuador devenait particulièrement compliquée. On ne pouvait augmenter la production et l'État n'allait pas payer ce qui légalement incombait à Petroecuador pour la remise à niveau des coûts et dépenses. Depuis cette réunion, assure Cano, l'objectif devint de plus en plus clair. Les relations entre le Ministre et le Conseil d'Administration, où l'opinion des travailleurs a un poids certain, se sont rapidement dégradées. À la réunion suivante du Directoire, Arboleda a, sans consultation, présenté un document proposant de tout privatiser. Son argument était que l'entreprise se trouvait sans ressources, raison pour laquelle il fallait encourager la venue du capital étranger et

céder, pour 25 ans, les raffineries, les cinq grands champs d'exploitation, etc. « Je fus le seul à voter contre », affirme Cano.

Un ministre qui n'a rien de comique

À la base de la cession, un contrat d'association aux termes duquel l'État devait percevoir jusqu'à 40% et la société privée 60% ou plus. Mais ce n'était pas tout. Le Ministre proposa également de démanteler l'entreprise, en déplaçant le siège de Petroproducción à Lago Agrio et celui de Petroindustrial à Esmeraldas. Un climat de méfiance, voire d'affrontement, s'est installé. Dans certains cas, le Ministre ressemblait à cet « homme préhistorique » et même tragicomique qui fut ministre de l'ex-président Abdalá Bucaram. Par exemple, il déboutonna un jour sa chemise, exhibant son torse, et invita les travailleurs à le tuer. Une attitude ridicule. Les travailleurs ont refusé toute menace de violence. Mais, préhistorique ou non, Arboleda est loin d'être comique. Ou idiot, d'ailleurs. Il commença à monter une campagne « fort soutenue » dans les médias pour jeter le discrédit sur l'entreprise et les travailleurs. Tous les jours, un sujet lié aux problèmes financiers et aux travailleurs de Petroecuador faisait la une. « Nous avons eu quelques réunions avec le président Gutiérrez lui-même sur l'ingérence du Ministre dans les affaires internes de Petroecuador », explique Cano. « Arboleda prétendait diriger l'entreprise depuis son bureau, ce qui est tout à fait inadmissible. Petroecuador est une entreprise, pas un appendice du ministère de l'Énergie. Selon la loi, elle jouit d'une autonomie économique, financière, administrative et opérationnelle ».

D'un mensonge à l'autre

Ce qui fâche le plus les travailleurs, c'est la rumeur diffusée par le ministère selon laquelle une négociation salariale a eu lieu. Au contraire, dit Cano, « Nous avons signé un document où tous les dirigeants syndicaux précisaient que la lutte ainsi entamée n'était nullement un moyen de pression en faveur d'une convention collective ou d'une quelconque revendication de type économique. La question des salaires n'a jamais fait partie de la discussion. Cela vient du ministre Carlos Arboleda, et c'est absolument faux ». Une autre chimère concerne les salaires des travailleurs, qui ne sont généralement pas élevés, comme on a voulu le faire croire. Et pour ce qui est des indemnités, il faudrait déterminer qui en a vraiment bénéficié. D'ailleurs, c'est le gouvernement précédent qui les a institutionnalisées, comme un moyen de se débarrasser des travailleurs et de saper Petroecuador. Mais la campagne du ministre toucha au but. Les travailleurs l'ont compris après plusieurs jours de grève et de pénurie d'essence.

L'opinion publique -du moins la classe moyenne qui possède une voiture- s'opposa à la grève, croyant que la principale revendication était salariale. Les vraies raisons de cette action des travailleurs furent peu connues. La grève s'affaiblit, le Conseil d'Administration fut destitué. De toute évidence, Arboleda avait gagné la partie. Or, la campagne contre les dirigeants syndicaux, passée dans la clandestinité, se poursuit aujourd'hui. Pourquoi ? Par caprice ?

« Peut-être parce que bien souvent les travailleurs connaissent mieux le négoce pétrolier que les directeurs. Ils ont aussi une capacité de proposition. Et dans un secteur comme celui du pétrole, où l'argent coule plus vite que le brut, ces propositions pourraient menacer de puissants intérêts économiques », signale Cano.

L'ombre du commerce du gaz

Selon le dirigeant pétrolier, il s'agit aussi d'une question d'orgueil personnel, comme celui d'Arboleda et de Gutiérrez, tous deux mis en cause par les travailleurs sur la campagne anti-corruption. « Moi j'ai demandé au Ministre pourquoi le gouvernement, alors qu'il parle de lutte sans relâche contre la corruption, n'a encore rien fait du cas, bien documenté, de la cession des quatre champs pétroliers à l'entreprise publique chilienne ? », argumente Cano.

Dans cette affaire, l'irrégularité des contrats a été étudiée et dénoncée par la Commission anti-corruption. Le gouvernement a cependant préféré tenir le vieux discours qu'il ne faut pas favoriser l'insécurité juridique. « Le plus ironique, peut-être, c'est que Gutiérrez m'a demandé, lors d'une réunion du Directoire, pourquoi les travailleurs n'avaient pas dénoncé ces irrégularités en paralysant les champs pétroliers », commente le syndicaliste.

Il existe aussi d'autres intérêts, moins personnels, plus institutionnels, comme ceux du Fonds monétaire international, la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, et la Corporation andine de développement. Les trois banques prêteront des milliards de dollars à l'Équateur dans les quatre prochaines années, s'il se comporte bien et applique dûment les recettes... C'est-à-dire s'il privatise. Ces fonds formeront la base du programme économique et social du gouvernement.

Malgré les intérêts en jeu, la persécution, les accusations et les menaces, Cano sent que les travailleurs ont réussi quelque chose d'important : soulever la question des contrats pétroliers du pays, du transport du brut public par un oléoduc privé, de la mise en bonbonne du gaz domestique par Petroecuador, des intérêts occultes derrière l'importation de gaz.

La CONAIE s'en est mêlée en exigeant que les cinq grands champs d'exploitation ne soient pas privatisés. Mais prudence, les mots sont trompeurs. La privatisation peut prendre de multiples formes, sans jamais s'appeler privatisation. Tant que la campagne contre les travailleurs pétroliers ne sera pas levée, il n'y aura pas de justice et un acteur important qui veille sur les intérêts du pays restera réduit au silence. L'obligation de tous et toutes est d'exiger que soit mis un terme à la répression.